

A Lire : Article de Jade Lindgaard, Mediapart du 2.06.2015, intitulé L'enquête publique ignore les critiques, que l'on peut trouver sur ce lien : <http://www.nonalacentrale-landivisiau.fr/mediapart-2-juin-2015-centrale-a-gaz-en-bretagne-lenquete-publique-ignore-les-critiques/>



Agenda de la Lutte

Vendredi 19 Juin : Opération " Méduse " Prévoyez du temps, de la nourriture et des sacs de couchage. Rendez-vous à 14h30 place du champ de foire. Si vous ne pouvez pas venir à cette heure là, contactez l'association qui vous donnera un nouveau rendez-vous à l'heure où vous pouvez venir.

Dimanche 23 Août : Etape du Tour Tandem 2015 Alternatiba à Landivisiau. Pour plus d'informations, <https://alternatiba.eu/>

Samedi 26 septembre 2015 : "Ecommuna Alternatives, Faîtes des Energies" la deuxième édition est lancée !

Nous Rejoindre

Prénom	Adresse
Nom	CP
Téléphone fixe	Commune
Téléphone portable	Adulte du foyer
Mail	Enfant du foyer

Merci de joindre un chèque d'adhésion de 10 € libellé à l'ordre de "Landivisiau doit dire non à la centrale" et de renvoyer l'ensemble à l'adresse suivante :
Landivisiau doit dire Non à la Centrale 4 Impasse des Ecureuils 29400 Landivisiau

La Gaz'ette

Bulletin d'Information de Landivisiau doit Dire Non à la Centrale



Enquêtes publiques : la commission truque et manipule les résultats, la Ministre et le Préfet approuvent et valident

Après deux journées entières passées à la Préfecture à Quimper à analyser la totalité des contributions des citoyens qui se sont exprimés pour les trois enquêtes (centrale, gazoduc, lignes THT) et qui figurent au dossier officiel, nous affirmons sans aucune crainte que les avis favorables donnés aux projets le sont sur la base d'un trucage éhonté et d'une manipulation de l'analyse des contributions.

Après que le débat public contradictoire eut été refusé par la commission d'enquête, malgré de très nombreuses demandes d'associations, d'élus, de conseils municipaux, nous avons assisté, et nous en fournissons les preuves, à la mise à l'écart de plusieurs milliers d'avis hostiles à la construction de la centrale. C'est un acte

arbitraire, grave qui s'ajoute à tous les refus répétés de respecter la démocratie la plus élémentaire sur un projet de cette importance et de cette nature. On découvre même dans le dossier que la Commission donne un avis favorable pour la ligne électrique très haute tension de 225 000 volts alors qu'elle constate elle même que seuls 5% des contributions des habitants sont pour, donc 95% contre !!!

De qui l'Etat et Direct Energie se moquent-ils lorsqu'ils prétendent que la concertation a eu lieu et que la centrale recueille l'accord de la population ?

Et pourquoi la Ministre, le Préfet, le PDG de Direct Energie M. Caïtucoli refusent-ils d'organiser ce que le président de la République a proposé, un référendum local ? Puisqu'ils sont sûrs de l'accord des habitants, vérifions-le par le suffrage universel sur ce point de la nécessité de la centrale pour « sécuriser l'approvisionnement électrique de la Bretagne ». Et que Gesper vienne nous expliquer que c'est le manque d'électricité dans notre Finistère qui a provoqué la fermeture de l'entreprise GAD ou Marine Harvest à Poullaouen, ou bien les emplois supprimés chez Tilly Sabco et demain chez Jean Caby !

Tous ces arguments en faveur de la centrale sont indécents et ne résistent pas un seul instant à une réflexion sérieuse à laquelle nous invitons les pouvoirs publics depuis le début de ce dossier.

Nous ne nous laisserons pas impressionner par la campagne de presse qui veut vous faire croire que tout est fini et que la centrale est déjà construite.

Au contraire, la mobilisation ne faiblit pas et les recours judiciaires devant le Tribunal Administratif de Rennes sont en cours. Notre dossier est solide et nous avons de bonnes raisons d'être optimistes. Et nous mettons en garde l'Etat et Direct Energie s'ils s'avisent de commencer les travaux avant que les autorisations définitives ne soient délivrées. Ils assumeront les conséquences d'une telle provocation et d'un tel passage en force contre l'avis des 90% de citoyens qui ont émis une contribution opposée à la construction tout au long de l'enquête publique.

Un tel acte de violence institutionnelle ne resterait pas sans réaction

de notre part, opposants et de vous tous qui, depuis le début, exigeons le respect de la démocratie au service de l'environnement et du développement équilibré de notre région..



Par Xavier Caïtucoli, président de Direct Energie, qui a déclaré devant le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, "que sans cette subvention, il n'y aurait pas de centrale à cycle combiné gaz." Une nouvelle preuve que ce projet de centrale n'est rentable pour Direct Energie, que grâce au cadeau que l'Etat lui fait avec les quarante millions d'euros qu'il versera tous les ans au groupe industriel.

Nous ne nous laissons pas abattre suite à l'avis de l'état qui persiste à vouloir à mener à bien ce projet. Deux recours juridiques sont toujours en cours et nous nous apprêtons à déposer deux nouveaux recours, contre les arrêtés préfectoraux pour la centrale ainsi que pour la Ligne THT et le gazoduc Bretagne Sud. En avril, nous étions de nouveau un millier à manifester sur le terrain de la centrale. Et nous continuons à organiser des événements festifs réguliers comme le fest-noz de fin avril où beaucoup de gens se sont retrouvés pour danser contre cette centrale. Des événements, actions et manifestations vont de nouveau ponctuer la lutte contre cette centrale dans les prochains temps. Montrons ensemble à Direct Energie, qu'ils ne seront jamais les bienvenus à Landivisiau ni ailleurs.